

INFORMATIONS Correspondance OUVRIERES

LUTTES

Le Numéro : 2 F - MENSUEL

N° 112-113 - Décembre 71 Janvier 72

SOMMAIRE

Le capitalisme dans le monde	1
Origines du Gauchisme	4
Grande-Bretagne	9
La Brigade de la Colère	17
Lettres d'Espagne	20
Japon	23
La vie des travailleurs	26
Enseignants en grève à Paris VII	35
Papa est en grève	37
Lutte contre la guerre	38
A propos d'I.C.O.	40
Le Maoïsme	42
Publications	47

Directeur de la Publication : P. BLACHIER

Imprimerie Coop. l'Abeille - 34 Montpellier

1971 : Le Capitalisme dans le monde

En août 1971, les Etats-Unis ont pris toute une série de mesures destinées à redresser leur économie sérieusement perturbée, principalement par la concurrence des autres Etats capitalistes. Pour maintenir sa présence dans le monde entier, cette puissance dominante doit absolument — comme toute autre — produire toujours plus, donc vendre toujours plus (ce qu'on appelle continuer l'expansion).

Les mesures prises par les U.S.A. étaient à la fois d'ordre intérieur et d'ordre extérieur.

D'ordre intérieur : pressions sur les salaires (blocage « provisoire », chômage) et sur la productivité. Le but évident est de réduire le coût de production des marchandises (c'est-à-dire d'accroître la plus-value extorquée aux travailleurs). Pourquoi ? **D'une part** pour que les marchandises américaines soient plus compétitives sur le marché mondial (donc pour vendre plus dans le monde entier), **d'autre part** pour réserver une part plus grande du revenu national aux dépenses « improductives » : guerre, espace, soutien aux états dominés, tout ce qui est

nécessaire au maintien de la « présence américaine » dans le monde.

D'ordre extérieur : mesures de protection de l'industrie américaine (refus de dévaluation du dollar, droits de douane, contingentement pour les marchandises étrangères entrant aux U.S.A.). Pourquoi ? Pour forcer les américains à « acheter américain » (et plus cher). Toujours dans l'espoir d'accroître la puissance économique.

Le chômage, la possibilité de produire et de vendre plus ou moins, de faire travailler plus ou moins, et de faire consommer plus ou moins, les dirigeants capitalistes ne le contrôlent pas. Tout cela résulte des contradictions mêmes du système capitaliste ; les dirigeants essaient de s'en accommoder, de les utiliser. A vrai dire, la marge dans laquelle ils peuvent se mouvoir est très étroite, autant à l'intérieur d'un état qu'à l'extérieur. Le chômage est un auxiliaire précieux pour faire accepter aux ouvriers de travailler plus pour moins d'argent, mais s'ils gagnent moins, cela signifie aussi qu'ils consommeront moins. Les mesures que les dirigeants prennent pour « redresser l'éco-

nomie » tendent à résorber le chômage (plus précisément à le renvoyer dans d'autres pays). Mais l'écartement du chômage est tout autant dangereux pour le capitalisme actuel que sa diminution. Le chômage accru signifie réduction de la consommation intérieure, troubles sociaux... Chômage réduit signifie plein emploi, exigences ouvrières, accroissement des salaires et de la consommation intérieure par conséquent, et produits plus chers, en moins grande quantité pour faire face à la concurrence étrangère sur le marché mondial.

Toutes les mesures prises aux U.S.A. ont fait couler des flots de paroles et de littérature, comme si elles étaient les nuages apparus brusquement dans un ciel serein, comme si elles annonçaient, pour un futur proche, l'orage, de nouvelles rivalités mondiales aiguës, une nouvelle crise du capitalisme, une nouvelle guerre, etc... Tout ce bruit autour d'une des principales puissances mondiales (la première encore pour beaucoup) nous vient de deux sources différentes : des autres capitalistes d'une part, des groupes ou partis dits « révolutionnaires » d'autre part.

Pour les autres capitalistes (et nous y incluons non seulement les pays européens et le Japon, mais les capitalismes d'Etat russe ou chinois), les mesures prises par les U.S.A. ne font que traduire ce qui existe déjà dans les faits : l'enlèvement de la puissance américaine au Vietnam, le développement d'autres puissances dont l'importance (globale ou séparée) modifie les données du partage de la domination mondiale. Au coup porté par les U.S.A. pour faire face à cette situation, d'autres coups répondront sur le plan économique, diplomatique, militaire. Ils rendront d'autant plus aléatoires les effets des mesures prises par les U.S.A. Chez les uns comme chez les autres, les divisions d'ordre économique s'accompagnent du battage habituel des propagandes qui masquent les rivalités réelles entre états. Les nationalismes sortent des placards où ils avaient été provisoirement remis lorsque l'intérêt du capital était de proclamer la « coopération entre les peuples ». La peur et l'insécurité, bien manipulées, sont d'excellents instruments de conditionnement pour la « paix sociale » plus que jamais nécessaire aux capitalistes de partout. Mais cette paix sociale est menacée parce que l'exploita-

tion est de plus en plus grande, cela veut dire que la répression est de plus en plus nécessaire.

Pour les groupes ou partis dits « révolutionnaires » : ce sont les retrouvailles avec un capitalisme conforme à l'orthodoxie marxiste-léniniste-trotskiste-maoïstes, etc... C'est à qui démontrera péremptoirement qu'il a toujours eu raison. A force d'avoir proclamé la crise du capitalisme et célébré la révolution qui s'avance, voici venus les temps où l'on va pouvoir déployer en grand les tactiques révolutionnaires : Qui, à travers les luttes du prolétariat contre une misère accrue ; Qui dans le soutien aux « patries du socialisme », capitalismes d'Etat russe ou chinois ; Qui, dans l'espoir de l'apocalypse d'une nouvelle dernière guerre mondiale. Les propagandes des révolutionnaires prennent le relais des propagandes des capitalistes.

..

Il est relativement facile de tout expliquer et de tout avoir prévu. Nous aurions pu facilement céder à une telle tentation. La lecture de quelques textes présentant une analyse globale a soulevé des discussions et des critiques. Personne ne voulait se contenter d'affirmation touchant la situation du capitalisme dans le monde en 1971.

Si les événements de l'été 1971 entraînaient une certaine inquiétude (modification du statu quo mondial, crise, chômage, montée des nationalismes, guerres périphériques, ou guerre mondiale, etc...) il n'était pas du tout évident pour chacun (et pour les travailleurs que nous pouvons côtoyer) que le monde était au bord de la grande crise (comme en 1929) ou de la guerre (comme en 1937). En fin de compte, toutes ces manipulations monétaires et économiques passaient par-dessus la tête de beaucoup d'entre nous. Cela pouvait être aussi l'effet de la propagande temporisatrice du gouvernement français, cela pouvait être dû au taux réduit du chômage en France, malgré des situations locales plus aiguës (par exemple dans l'Est).

Etayer de faits précis et de chiffres les explications que nous pourrions donner, les conclusions que nous pourrions tirer,

tel fut ce qui se dégagait de ce débat. Nous étions bien d'accord sur le sens à donner à ce travail : faire comprendre que quelles que soient les manipulations et les intérêts en cause, ce sont toujours les travailleurs qui finalement supporteront le poids des difficultés du capital. C'est à eux que l'on tentera d'imposer les mesures destinées à sauver les capitalismes, fut-ce au prix de destructions et de misères dont on peut percevoir le degré et l'étendue à travers la dernière guerre mondiale et celle du Vietnam. C'est donc aux travailleurs que nous devons tenter d'expliquer le sens réel de ce qui se passe et les conséquences qui en résulteront pour eux.

Il faut d'abord essayer de montrer simplement ce que sont les mécanismes économiques et monétaires pour que tout ce travail d'informations et d'analyses ne soit pas finalement réservé à quelques grosses têtes « spécialistes » livrant leurs conclusions à ceux qui n'ont plus qu'à les croire sur paroles. Ce que nous entamons avec cette présentation, c'est donc toute une série d'articles, de débats, autant que d'analyses, de recherches longues et minutieuses. Ce ne sera pas fait régulièrement, et nous tâtonnerons sans doute pas mal. Raison de plus pour que ceux qui sont intéressés apportent leur contribution soit par des documents, soit par leurs explications étayées par des faits ou se référant à des éléments que nous aurions publiés.

..

Pour commencer, voici un bref texte sur l'évolution de la position des U.S.A. dans le monde capitaliste :

« Les deux super-grands qui dominaient le monde à l'issue de la dernière guerre mondiale, engagés dans une couteuse guerre froide les obligeant à maintenir une véritable économie de guerre, n'ont pu empêcher ou limiter le développement de la Chine, l'expansion rapide du Japon, et de l'Allemagne, et la construction laborieuse et encore bien fragile d'une Europe économique.

» L'éclatement de ce qu'on a appelé les deux blocs devait s'ensuivre. La dissonance yougoslave et surtout l'autonomie de la Chine devenue une grande puissance à part entière, ont marqué les étapes de la réduction de l'hégémonie russe.

Quant à l'hégémonie américaine sur le monde dit libre, elle a commencé à être sérieusement contestée et à se fissurer dès que l'énorme machine de guerre des U.S.A. a été tenue en échec au Vietnam.

» L'impérialisme américain se trouve actuellement, toutes proportions gardées, dans la situation de la Grande-Bretagne au début de ce siècle.

» Celle-ci était le premier pays industriel, son empire couvrait le monde, ses flottes marchandes et militaires bénéficiaient de routes maritimes jalonnées de bases puissantes, sa domination financière et sa monnaie, la fameuse cavalerie de Saint-Georges, étaient incontestées.

» Or, toute cette suprématie économique, politique et militaire à l'échelle planétaire, n'en connut pas moins le sort que l'on sait. Et maintenant, même pour une super puissance comme les U.S.A., l'hégémonie mondiale est un trop lourd fardeau si elle ne peut pas s'appuyer sur une expansion industrielle et économique qui surpasse celle de tous ses rivaux.

» L'impérialisme américain en arrive là où, faute d'avoir pu assurer cette expansion, son hégémonie doit se réduire à une suprématie relative. En conséquence comme la Grande-Bretagne, jadis, les U.S.A. s'orientent vers ce qu'on a appelé la politique de l'équilibre des puissances.

» La dimension historique de l'offensive américaine actuelle sur le plan diplomatique d'abord, puis dans les domaines monétaire et économique, ne peut être saisie que si l'on fait l'effort que nous venons seulement d'esquisser, d'une analyse de la situation internationale dans son évolution au cours de la dernière décennie. » (1)

Comme nous l'avons dit ci-dessus, ce qui est avancé dans ce texte doit être prouvé. Des chiffres, des faits, permettront soit de confirmer, soit de contredire. En d'autres mots, ce que nous allons tenter de montrer c'est : **quelle était la puissance du capitalisme américain en 1946 et ce qu'il est aujourd'hui.** Ce sera l'objet de notre prochain article.

(1) Le texte qui vient d'être cité est une partie de « Pour défendre son hégémonie, l'impérialisme américain attaque » — Cahiers du Communisme de Conseils, n° 9, septembre 1971.

A propos des " Origines du Gauchisme "

(R. Gombin - Ed. du Seuil - Voir Publications)

d'un camarade de province (2-11-71)

« J'ai lu le livre sur « les origines du gauchisme » (1) qui m'a vivement intéressé, plus particulièrement les pages au sujet de l'organisation « gauchiste » : l'Internationale situationniste. Je suis lycéen, je vais avoir bientôt 18 ans, suis passionné depuis plus d'un an par le marxisme, le surréalisme, etc... de façon générale, tous les courants de la pensée moderne. Je n'ai jamais lu un seul numéro de l'Internationale situationniste et ce livre m'en a donné l'envie. Seulement, ici comme à Toulouse, il n'est pas possible de se les procurer. Pourriez-vous m'indiquer, si vous le connaissez, le siège, l'adresse de l'I.S. ou un autre endroit où je pourrai communiquer avec l'organisation ? Il est dit que l'I.S. a été influencée par H. Lefebvre (et réciproquement), ce qui accroît mon intérêt étant donné l'admiration et la sympathie que je voue à son œuvre. En même temps que ce renseignement, puis-je me permettre de vous poser quelques questions...

...La bureaucratie soviétique est-elle une *classe* sociale, propriétaire des moyens de production ? Pouvez-vous me préciser ce que l'on peut entendre par le clivage dans les sociétés modernes qui n'est plus entre les propriétaires et les non-propriétaires, mais entre les dirigeants et les exécutants ? Les propriétaires des moyens de production) ne sont-ils pas les dirigeants et les non-propriétaires les exécutants ?

Les critiques du livre portent surtout dans l'attitude de l'auteur face au marxisme. Il me semble (mais peut-être je me trompe) y avoir décelé une certaine hostilité au marxisme du fait que l'auteur veut montrer que le « gauchisme » a « dépassé » celui-ci et l'a intégré en partie en faisant de lui « une de ses nombreuses étoiles de son ciel théorique » (p. 69).

Certes, on y distingue le marxisme institutionnalisé (marxisme-léninisme) d'un marxisme plus proche de Marx et de Hegel (que retrouvent Lu-

kacs, Korst, Lefebvre...), mais souvent on assimile l'un à l'autre sans autre indication. Et d'abord faut-il vraiment « ranger le marxisme-léninisme dans les oubliettes idéologiques de l'histoire » (p. 8), exclure « tout retour aux sources léninistes ou révolutionnaires du communisme » (p. 18).

N'est-ce pas trop excessif ? Le retour à Lénine n'est certes pas absolument négatif, loin de là. Mais je crois qu'on peut admettre facilement cela. Il y a plus grave : le gauchisme qui d'après l'auteur penserait « qu'à la limite Marx apparaît comme le théoricien de la révolution bourgeoise poussée jusqu'au bout de ses virtualités » (p. 20) ? Peut-on croire vraiment que la pensée marxiste « escamote le rôle conscient des classes et des hommes » (p. 71) qu'elle fait peu de place à la subjectivité, que « l'évolution des faits et des sciences n'a pas vérifié les hypothèses du « Capital » (p. 70) (ce que tous les universitaires acharnés du marxisme se plaisent à dire). Le capitalisme concurrentiel a suivi la marche qu'avait prévue Marx : il a succombé face à la concentration des monopoles et l'organisation ouvrière (ce qu'avait vu Marx) c'est déjà *une* des hypothèses du « Capital » qui s'est vérifiée. Elle n'est pas la seule (bien sûr en contre partie Marx n'avait pas prévu d'autres choses). D'autre part, ce qu'on appelle le « révisionnisme » (Lukacs, Korsh) s'est-il livré à « un révisionnisme philosophique du marxisme lui-même » (p. 51) ? Je ne sais pas si Lukacs ou Korsh apprécieraient de tels propos. Comme l'écrit E. Morin, il s'agissait de « réviser le révisionnisme » (c'est-à-dire Engels, Bernstein, Lénine, Staline...). La redécouverte de la notion de totalité n'est pas seulement un retour à Hegel et à Marx « jeune » (p. 61) : elle se trouve, comme l'a montré Lukacs, dans les écrits économiques de Marx, au moins implicitement. Quelle exagération enfin quand on parle de la « fin du marxisme théorique » (p. 69), de la « destruction du marxisme par le « révisionnisme » (p. 70) ! C'est trop facile. Certes, il n'y a pas de marxisme « pur » (pas plus d'ailleurs, contrairement à ce qui est dit dans le livre, de théorie « pure » p. 70) mais la lecture de Marx faite par « Arguments » tenait compte du développement ultérieur du marxisme et de ses avatars. Il s'agissait de rendre à la pensée marxiste, dialectique, tout son tran-

(1) Richard Gombin - Les origines du gauchisme - Ed. du Seuil - Peut-être obtenu à I.C.O. à prix réduit.

(2) Adresse connue : I.S. B.P. 307-03 Paris.

chant, sa critique et je ne crois pas que ces efforts aient échoué. Il y a d'autre part des éléments de Marx qui sont attribués à la théorie gauchiste sans référence (comme « l'Homme total » empruntée par Marx à Fourier).

Pour finir, j'ai relevé des inexactitudes à propos de la pensée de H. Lefebvre, ce dernier sait très bien, je crois que les *loisirs* sont eux-mêmes aliénés (p. 84) mais surtout quand l'auteur écrit qu'il ne s'agit pas seulement de faire évoluer l'art dans la vie quotidienne, comme le veut H. Lefebvre, mais aussi de transformer celle-ci (p. 95) ; cela devient malhonnête : il suffit de connaître un peu Lefebvre pour savoir que celui-ci a toujours voulu avant tout « changer la vie » en changeant et métamorphosant la vie quotidienne.

Finalement, ce livre me rappelle étrangement celui de M. Carrouges sur « Breton et le surréalisme » (Idées) : tout comme pour celui-ci en

1957 le surréalisme, pour vous aujourd'hui, le gauchisme s'annonce comme la théorie, la vision du monde (au niveau seulement de la théorie sociale il est vrai) qui dépasse et intègre les autres, « exprime le réel » (p. 170), met fin aux idéologies, etc... Quand on voit le chemin qu'a suivi le surréalisme, je me permets d'être méfiant.

Ces réserves faites, j'ai cependant beaucoup aimé ce livre (ne serait-ce que parce qu'il est un des rares à traiter de Henri Lefebvre).

Il me semble seulement que la pensée dialectique marxiste y est « liquidée » un peu vite. Et je crois que les théories gauchistes lui apportent un renouvellement plus qu'une alternative brutale. Autre chose : il faut faire la part de la subjectivité et de l'analyse scientifique. C'est ce qu'a très bien réalisé Lefebvre notamment (à qui il est reproché un certain « scientisme » - voir pourtant sa théorie du « romantisme révolutionnaire ») >...

Réponse à ce camarade (28-11-71)

En réponse à ta lettre du 9 novembre, je vais m'efforcer de discuter les critiques que tu formules.

Tu n'as pas l'air d'être convaincu par la nature de classe de la société soviétique. Il suffit de suivre les analyses des camarades de Socialisme ou Barbarie qui, dès 1949, avaient donné des textes convaincants sur ce sujet (voir notamment le numéro 1 qui est capital à cet égard). En gros, ils avaient repris les matériaux fournis par Trotsky lui-même avant la guerre, et à l'aide desquels celui-ci montrait, concrètement (et il avait une documentation énorme à sa disposition), qu'en Union Soviétique il existait ce qu'il appelait une couche de près de 15 millions de personnes qui jouissaient d'avantages, privilèges et bienfaits refusés au reste de la population ; que l'ensemble de ces avantages (habitat, nourriture, salaires, voitures de fonction, postes de direction dans l'appareil du parti, dans l'Etat et dans l'économie) étaient transmis aux enfants de leurs bénéficiaires. Non pas en droit mais en fait : par leur accession à l'enseignement supérieur, par leur culture héritée en quelque sorte de leur milieu familial, par leurs relations sociales enfin qui leur permettaient de s'attribuer les meilleurs emplois.

Evidemment, il y a le problème de la propriété des moyens de production. Mais l'appropriation individuelle n'est qu'un mode juridique parmi d'autres : l'Antiquité avait connu (je pense no-

tamment aux civilisations de l'Euphrate, Akkade, Sumer, Babylone) le mode collectif d'appropriation au bénéfice d'une classe de prêtres.

D'ailleurs, les critères juridiques ne sont pas toujours en concordance avec un état de fait : c'est ainsi qu'en U.R.S.S. l'appropriation collective d'une classe n'est pas inscrite dans les lois (bien que nombre de privilèges des apparatchiks le soient) pas plus que ne l'est la centralisation politique (alors que constitutionnellement, l'Union est composée d'un certain nombre de républiques et territoires autonomes). Pour la description de cette classe je te renvoie donc à la Révolution Trahie de Trotsky (coll. 10/18).

Mais il ne faut pas croire que la propriété collective existe seulement dans les pays socialistes. En réalité, c'est l'évolution du capitalisme qui y conduit et même dans un pays comme la France le phénomène est déjà clairement perceptible.

Que ce soit par le truchement des nationalisations ou des monopoles privés (et des concentrations en général), la propriété des moyens de production échappe de plus en plus aux individus. L'important n'est même pas de savoir qui sont les innombrables actionnaires des sociétés anonymes (souvent des simples prolos comme en Allemagne et aux Etats-Unis), mais qui a le pouvoir d'organisation (qui comprend celui de commandement, de gestion, de contrôle). Or, la réalité de ce pou-

voir-là échappe progressivement à ceux qui ont un capital à titre individuel et passe aux mains des diverses catégories de gestionnaires (qu'en tant que classe il est commode d'appeler la bureaucratie).

Certes, dans les pays dits capitalistes, les contours de cette classe sont encore flous : car ceux qui possèdent cet indispensable capital qu'est le savoir spécialisé se trouvent encore répartis des deux côtés de la barrière. Mais en U.R.S.S. où l'évolution est achevée, le clivage est net. D'un côté tous ceux qui sont aux postes de commande, qui ont l'intelligence du processus de production et qui ont prise sur lui : directeurs techniques, commerciaux, administratifs dans les entreprises, fonctionnaires supérieurs, dirigeants politiques ou syndicaux, cadres universitaires, etc... De l'autre côté, les exécutants de divers rangs.

Si le clivage entre dirigeants et exécutants est une réalité, l'endroit exact où passe la ligne de séparation dépend du cas d'espèce ; il est difficile, je crois, de donner pour l'instant un critère absolu. Dans telle boîte le comptable aura une influence considérable sur la marche de l'entreprise, dans telle autre il devra se cantonner dans sa tâche technique.

Il ne faut pas en déduire que, désormais, il n'y a ni riches ni pauvres, puisque le capital individuel perd de son importance. Mais la source d'enrichissement des membres de la classe bureaucratique n'est plus leur capital mais leur savoir et leur place dans le processus de production. Ayant la haute main sur la répartition des revenus ils s'en attribuent, évidemment, une part prépondérante. Par ailleurs, dans les sociétés dites d'abondance, les éléments de la nouvelle bourgeoisie s'ajoutent aux représentants les plus prospères de l'ancienne bourgeoisie de capital pour, ensemble, former la classe dominante. L'évolution se fait cependant vers le modèle soviétique et l'opposition entre capitalistes et socialistes reproduit celle qui existait autrefois entre aristocratie et bourgeoisie : c'est un combat d'arrière-garde, non pour la libération mais pour le pouvoir.

Si nous essayons de situer l'œuvre de Marx à la lumière de cette évolution, il y a plusieurs remarques à faire. Premièrement, dire que certaines hypothèses du Capital n'ont pas été vérifiées (appauvrissement absolu du prolétariat, baisse tendancielle du taux de profit, etc...) c'est constater une évidence statistique et si elle a été vue aussi par les « adversaires acharnés du marxisme » c'est tant mieux ou tant pis, mais cette simple coïncidence ne détruit pas l'argument !

Deuxièmement, il faut régler son sort à un mythe ou plutôt à un ensemble de mythes qui présentent Marx comme victime d'interprétations vicieuses, fausses, etc... Le marxisme a correspondu à un stade de l'évolution historique et ses exégètes et continuateurs ont essayé de l'adapter à leurs tâches nouvelles, mais le fond de la toile est le même : le marxisme en tant que doctrine (et non seulement critique de la société bourgeoise) fut et demeure l'idéologie d'une classe qui aspire au pouvoir. Le résultat le plus clair du révisionnisme des années 1920 fut de le relativiser, c'est-à-dire de l'insérer dans le contexte historique en lui enlevant le vernis d'intemporalité et d'universalité dont se couvrent toutes les idéologies. Il a su tout de même reconnaître l'apport du marxisme à la théorie révolutionnaire, apport qui est évidemment valide aujourd'hui encore (réalité de la lutte de classe, importance des facteurs économiques, essence de l'idéologie, etc...). Il n'en reste pas moins que, exprimant les intérêts d'une classe naissante (les intellectuels) à une certaine phase de l'évolution du capitalisme, le marxisme tâche de se hausser au niveau de l'absolu, de faire croire qu'il parle au nom des lois de la nature et qu'il veut la libération de toute l'humanité. Le christianisme ne disait rien d'autre lorsqu'il proclamait que tous les hommes sont égaux devant leur créateur ; et l'idéologie des Lumières au XVIII^e siècle prétendait libérer tous les hommes de leurs chaînes. Puis, la Déclaration des Droits de l'Homme est rédigée en termes les plus généraux possibles (« Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux »). Le code Napoléon parle d'égalité dans le contrat, sans discrimination et, plus tard, la démocratie se voulait le gouvernement du peuple tout entier.

C'est précisément la caractéristique de toute idéologie de cacher son aspect particulariste (expression des intérêts et des aspirations de telle ou telle classe) sous une apparence de générosité cosmique. La mystification consiste à faire croire aux victimes qu'elles sont (ou seront) les bénéficiaires du système projeté.

C'est pourquoi Marx a voulu donner à sa théorie un caractère de totalité. Et tu n'as pas tort de soutenir qu'on trouve trace de ce souci jusque dans le Capital. Mais il faut l'analyser sous l'angle de l'évolution du capitalisme et du mouvement ouvrier au XIX^e et XX^e siècles. Le Capital n'est pas l'analyse de toute économie, de tout système de production et d'échange, mais du capitalisme concurrentiel qui, alors, battait son plein. Marx montre à la fois le caractère d'idéologie du libéralisme économique (mystification de la réalité) et son aspect situé et daté, alors que J.-B. Say, D.

Ricardo et autres J.-S. Mill prétendaient poser les lois naturelles de tout système économique. Mais, à côté de cette tâche indispensable, Marx fait aussi œuvre de sociologie économique : c'est-à-dire qu'il explique le fonctionnement réel du système économique de l'époque et il en déduit une projection sur l'avenir en partie vraie, en partie fautive. En percevant un passage vers le socialisme (grandes unités économiques, rattachement des centres de décision à un organe central, marché monopolistique) il n'est pas dans l'erreur. Mais il le présente comme inéluctable, plus, positif car amenant la libération de tous les esclaves et la suppression de toutes les classes. Et là Marx tombe dans l'idéologie car son analyse tait les vrais bénéficiaires de cette évolution (appelons cette classe la bureaucratie, produit de toute société industrielle) et, surtout, confond cette nouvelle classe dominante avec le prolétariat, c'est-à-dire la masse des exécutants.

En réalité, dans le passage du capitalisme concurrentiel vers le socialisme (ou capitalisme d'Etat) le prolétariat n'est que l'auxiliaire de cette nouvelle classe : il y puise ses délégués, théoriciens, secrétaires et l'enrichit à son tour par ses propres couches supérieures bureaucratiques et séparées de la réalité prolétarienne (G. Séguin en est un exemple typique). Ce genre de camouflage a toujours existé (1792-1794), mais il est apparu dans toute sa dimension en 1848 puisque la bourgeoisie « démocratique », alliée au prolétariat en février, marche avec la bourgeoisie réactionnaire contre ce même prolétariat, en juin.

L'idéologie marxiste, à partir du milieu du siècle dernier, consiste donc à mutiler la réalité, l'étriquer à la mesure des aspirations de la nouvelle bourgeoisie intellectuelle. C'est ainsi que la critique se réduit à la critique de la réalité économique (alors que la seule critique totale est celle philosophique qui dénonce toutes les séparations et toutes les aliénations ; celle que Marx avait pratiquée dans son Idéologie allemande, les manuscrits philosophiques de 1844, etc...), qu'elle débouche sur une prospective sociale qui ne souffre pas la contradiction, et, surtout, qu'elle se pare de tous attributs d'une idéologie.

C'est le dernier point qui me paraît le plus intéressant et c'est par lui que je vais terminer. Toute idéologie est imprégnée de la rationalité qui sert le mieux les intérêts de la classe dominante. De même qu'à la civilisation féodale et médiévale correspondait une idéologie qui masquait sous un langage céleste les intérêts et les modes de dominations d'ici-bas, je veux parler de la religion catholique, la civilisation bourgeoisie des XIX^e-XX^e siècles se caractérise par son engouement pour la science. Les découvertes scientifiques, les

lois de la physique, de la chimie, de la biologie permettent à l'économie marchande de se développer, de se diversifier, de multiplier et d'accroître les profits. Il fallait donc sacraliser la science, la montrer comme promouvant les intérêts de tous. A une utilité réelle de la science - tant pour le développement de l'économie que pour l'amélioration du mode de vie (habitat, santé, transports, loisirs) - correspond très tôt une idéologie de la science. Cette tendance à considérer la société comme un organisme parmi d'autres, régi par des lois d'évolution, ne date pas de Marx. Le positivisme de Comte, Saint-Simon avait déjà réglé leur compte à la spontanéité de la lutte et aux conceptions volontaristes de l'histoire. Mais le marxisme est l'exemple parachevé d'une idéologie scientiste. Non seulement il se veut une théorie scientifique mais il a l'ambition d'être la théorie scientifique. Par avance cet impérialisme interdit toute contradiction et réduit le volontarisme révolutionnaire à la portion congrue. Le « coup de pouce » pour faire accoucher de la nouvelle société y apparaît comme une opération secondaire par rapport à l'évolution des contradictions objectives que le marxisme circonscrit par avance. Du même coup, la véritable libération du prolétariat, le communisme intégral, se trouvent relégués dans un avenir utopique ; au contraire, le socialisme, cette prétendue « étape de transition » devient le but à atteindre, la tâche prioritaire imposée au prolétariat.

A bien y réfléchir, la forme de l'idéologie marxiste a fait autant de mal, sinon plus, que son contenu.

Cette prétention à identifier une idée à la certitude d'une loi scientifique obligea les contradicteurs eux-mêmes à puiser dans le scientisme leurs arguments. C'est dire que les exégètes du marxisme, de quelque bord qu'ils soient, sont condamnés à se poursuivre dans une espèce de ronde sans fin rappelant le serpent qui cherche à se mordre la queue... Cette prétention repose sur l'immense engouement des masses pour la raison, comme opposée à la foi. Au XVIII^e siècle, cet engouement s'était concrétisé dans la philosophie des lumières avec sa croyance naïve dans le progrès, l'amélioration graduelle du sort des hommes, etc... Mais, la philosophie des Lumières restait une catégorie philosophique, à la limite elle débouchait sur l'utopie (Rousseau). Elle exprimait certes le rêve d'une bourgeoisie montante, mais encore sous une forme diffuse et qui demeure idéale. Le positivisme, puis le scientisme (et tous les historicismes qui en découlent) au contraire exprimaient déjà des intérêts précis : ceux de la bourgeoisie marchande qui avait trouvé dans la certitude quasi-scientifique son ultima ratio.

Aussi bien, toutes les doctrines qui en sont imprégnées (saint-simonisme, socialisme de Louis Blanc, marxisme) reflètent les aspirations d'une classe ou noyau de classe. Ce qui n'était que vague croyance (dans la raison, la bonté de l'homme, le progrès) devient certitude.

On aboutit alors à cet extravagant projet de régenter l'avenir. La tâche du prolétariat est de faciliter le passage d'un capitalisme anarchique vers le capitalisme organisé alors même que cela représente pour lui l'instauration d'un système dans lequel son propre esclavage sera rationnellement planifié : mais il ne lui reste aucune autre issue, il ne peut que s'exécuter au nom des lois objectives.

La forme de l'idéologie marxiste correspond parfaitement aux aspirations immédiates à la domination de ses bénéficiaires. Puisqu'il s'agit de lois,

il faut avoir la science pour les déduire, interpréter et les exécuter. Ce sera la tâche de l'intelligentsia et le prolétariat n'aura qu'à suivre. Chez Lénine cette logique est poussée à son comble : le parti, à la rigueur, pourra n'inclure aucun ouvrier ; ceux-ci sont même dangereux dans la mesure où ils ne connaissent pas leurs propres intérêts de classe. On aura donc un parti d'intellectuels-révolutionnaires professionnels qui va se substituer à la classe : qui va théoriser, organiser, déclencher la révolution. La propre histoire du prolétariat se joue en dehors du prolétariat (voir la critique clairvoyante de Trotsky dans Nos tâches politiques (1904) aux éd. Denoël-Gonthier).

Pour percer la muraille de la mystification marxiste-léniniste, il ne suffit donc pas de mettre en cause les différentes « directions » du prolétariat ou même tel ou tel chapitre de doctrine ; il faut oblitérer jusqu'aux formes mêmes que revêt cette mystification.

Brejnev aux usines Renault :

L'accueil à un voyageur de commerce (22 octobre 1971)
DEUX DOCUMENTS DU COMITE D'ETABLISSEMENT R.N.U.R.-BILLANCOURT

UNE AFFICHE (fac similé et en réduction)

UN TRACT (texte intégral)

Comité d'Etablissement
R.N.U.R.-Billancourt

Léonid BREJNEV chez RENAULT

DECLARATION des élus CGT, CFTD et CGC du Comité d'Etablissement des Usines Renault à Billancourt

- Les élus du comité d'établissement de la RNUR-Billancourt sont sensibles à la marque de considération portée au personnel par Leonid Brejnev, qui visitera la Régie Renault-Billancourt vendredi prochain.
- En toutes occasions, ils ont toujours insisté, en séance du comité d'établissement, pour que s'établisse et se développe une coopération sur la base d'échanges commerciaux entre la Régie, l'U.R.S.S. et les pays socialistes.
- L'action des élus du comité d'établissement a aidé à ce que se créent de telles relations. Ils prennent acte du développement des relations commerciales et, en particulier, des derniers accords passés avec l'U.R.S.S., qui portent sur un marché de 1 milliard 200 millions de F.
- Cela doit assurer aux travailleurs de RMO (département machine-outils) et DAI (secteur commercial) du travail, donc de garantir entre autres cette branche d'activité, l'emploi et le revenu.
- Les élus du C.E. estiment que les échanges commerciaux sont un des moyens qui aident ou resserrent des liens scientifiques, culturels et d'amitié entre les peuples d'U.R.S.S. et de France qui consentirent des sacrifices communs très importants au cours de la dernière guerre mondiale.
- De telles relations sont bénéfiques à la France et à l'U.R.S.S. : elles permettront, aussi, de jeter des bases réelles de détente en Europe et d'aller vers un renforcement de la paix sur notre continent et dans le monde.

Le 22 Octobre 1971

COMITE D'ETABLISSEMENT DE LA R.N.U.R. - BILLANCOURT IMPORTANT CONTRAT Renault.Kama

à la suite de la visite de M. Brejnev, Ministre de l'Automobile Soviétique

DEMAIN A 12H salle C.9 114, rue du Point-du-Jour
Le Comité d'Etablissement organise une
GRANDE RECEPTION
POUR le renforcement de la coopération et
de l'amitié Franco-Soviétique

DE 12H à 14H les élus du COMITE D'ENTREPRISE RECOUVRENT DES PERSONALITES SOVIETIQUES, ILS ACCUEILLIRONT LES TRAVAILLEURS ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET DEMOCRATIQUES A CETTE RENCONTRE FRATERNELLE.

Le récent accord entre l'U.R.S.S. et la REGIE RENAULT sur la construction de la plus grande usine de carènes du monde (150.000 cv/m par an) confirme avec éclat la justesse du combat que mènent les représentants du personnel au COMITE D'ENTREPRISE depuis des années.

Nous avons toujours considéré que le potentiel technique et la qualité de production des secteurs de machine-outil et d'équipement de la REGIE, lui permettaient de jouer un rôle pilote dans notre pays et un rôle de premier plan dans les échanges internationaux.

Portant sur 120 milliards d'anciens francs, les commandes soviétiques doivent permettre une extension de ces secteurs. Ils vont dans le sens d'intérêts communs entre les travailleurs français et soviétiques.

Les techniciens, Ingénieurs et les ouvriers de Billancourt ont applaudi cet accord dès que la nouvelle fut annoncée.

Les élus au COMITE D'ENTREPRISE estiment qu'il est indispensable que les travailleurs et leurs élus syndicaux manifestent leur sympathie et applaudissent cet exemple de coopération internationale qui ne peut que favoriser l'amitié et la paix dans le monde.

Les élus du COMITE D'ENTREPRISE conviennent du rôle qui est le leur dans la défense de la nationalisation appellent les travailleurs à venir saluer les représentants soviétiques à la salle C.9 ACCUEILLIR entre 12 H. et 14 H.

**PARTICIPEZ NOMBREUX
A CETTE GRANDE MANIFESTATION**

GRANDE BRETAGNE

Deux mouvements de lutte contre les licenciements

Les contradictions de la lutte de classe

L'article qui suit est extrait de SOLIDARITY (vol. 6 n° 11, 15-10-71). Il analyse deux luttes qui se déroulent en GRANDE BRETAGNE dans le centre de l'ECOSSE près de la grande ville de GLASGOW, l'une dans les chantiers navals des bords de la CLYDE (UPPER CLYDE SHIPBUILDERS, désigné dans le texte sous le sigle U.C.S.), l'autre dans une usine PLESSEY à ALEXANDRIA qui fabrique des armes pour la marine.

On a quelque peu parlé en FRANCE de la grève des chantiers navals de la CLYDE. Fin juillet 1971, la société a été mise en faillite et un liquidateur a été désigné pour achever les travaux en cours et ensuite fermer ces chantiers. Cette opération se place dans le cadre d'une réorganisation totale par l'Etat de la construction navale anglaise analogue à celle que la France a connu il y a quelques années.

La lutte contre la fermeture et les licenciements progressifs a pris, à l'instigation des shop-stewards (délégués d'ateliers dont les plus éminents sont membres du P.C.) un caractère très particulier : la grève consiste à travailler (sous l'autorité des shop-stewards des chantiers et des cadres restés tous en place) et à payer à ceux qui, licenciés par le liquidateur, continuent à travailler, un salaire uniforme moyen prélevé sur un fonds de grève alimenté par la solidarité de tous les travailleurs. Cette situation dure depuis quatre mois ; pour caractériser cette forme de lutte, on a conservé dans le texte le terme « work-in » (intraduisible : littéralement « travail en dedans »). Le texte souligne justement toutes les ambiguïtés d'une telle forme de lutte, et tous les magouillages politiques qui l'accompagnent. Mais en dépit de cela il n'en reste pas moins que cette « gestion » par un appareil de délégués (bureaucratique mais suivie par les ouvriers à la place de l'appareil capitaliste « normal » et à l'encontre de ses décisions), met gouvernement et patronat dans un grand embarras. Même s'ils y trouvent leur compte et peuvent penser que cela les aidera à manipuler dans cette situation délicate du licenciement de 6.000 ouvriers. Les shop-stewards, les bureaucrates du P.C., ceux du syndicat (des Trade Unions) ou du parti social-démocrate (Labour-Party), se trouvent finalement obligés de prendre cette position (qui dépossède les capitalistes d'un de leurs droits essentiels) à cause du rapport de force existant en ANGLETERRE et dans les chantiers. C'est le minimum de ce qu'ils peuvent faire et bien à contre cœur. Mais toute ambiguë et limitée que soit cette situation, elle contient pourtant assez d'incertitudes, d'ouverture vers « on ne sait quoi », mais bien suffisant pour inquiéter les dirigeants de tous bords et intéresser tous les travailleurs.

A l'usine d'armement de PLESSEY (on y fabrique des torpilles), les choses sont identiques (on ferme et on vide 1.300 ouvriers) ; mais elles sont plus claires : pour empêcher le patron de profiter des machines modernes qu'il a acheté avec l'usine (seul intérêt pour lui de l'opération) les ouvriers occupent jour et nuit : c'est parti spontanément, et les dirigeants syndicaux regardent ça plutôt d'un sale œil. On peut donc opposer et comparer, comme dans l'article de SOLIDARITY, la lutte autonome de PLESSEY et la lutte bureaucratique des chantiers navals. Mais on ne peut manquer de relever qu'à PLESSEY les ouvriers se battent pour...

continuer à fabriquer des torpilles, des engins de morts. La lecture du texte a relancé le débat - pas nouveau - sur la « conscience de classe » et les contradictions de la lutte de classe.

Nous n'avons pas l'intention de reprendre ce débat dans cette introduction, mais nous souhaiterions que la lecture de l'article amène une discussion sur tous les problèmes - et ils sont importants - qui s'y trouvent soulevés et que nous avons seulement évoqués dans cette introduction.

Ajoutons, pour permettre de situer le niveau des luttes en GRANDE BRETAGNE, qu'il y a en ECOSSE de 7 à 15 % de chômeurs et qu'au moment où 10.000 ouvriers se battaient sur les bords de la Clyde pour ne pas être licenciés, 2.800 ouvriers des chantiers de la Tyne (plus au sud près de NEWCASTLE) faisaient grève 3 semaines pour les salaires (ce qui entraînait la mise à pied de 7.000 autres ouvriers) et ceci bien que ces chantiers soient aussi touchés par la « crise » de la construction navale.

On ne peut manquer de comparer la combativité et les méthodes de lutte des ouvriers anglais avec ce que nous voyons se dérouler ici même devant la vague de licenciements.

Il n'est pas sans intérêts de rappeler que le mouvement shop-steward prit naissance dans les arseneaux de la Clyde en Ecosse, à l'occasion d'une grève sauvage en février 1915 (voir note 14, p. 181, dans Pannekoek et les Conseils Ouvriers - Bricianer - Ed. E.D.I.). Cela permet de souligner comment se déroule réellement la lutte de classe.

U.C.S. et PLESSEY

Les luttes en cours dans la partie Ouest du centre de l'ECOSSE, aux chantiers navals U.C.S., sur les bords de la Clyde, et à l'usine PLESSEY, à ALEXANDRIA dans le comté de DUMBARTON, ne sont pas de simples luttes pour empêcher des licenciements, mais pour la survie de communautés tout entières. Dans cet article, nous voulons examiner ces deux situations pour voir comment deux groupes d'ouvriers ont choisi de combattre et comment les méthodes choisies sont de toute évidence différentes, de comprendre pourquoi elles sont différentes et pourquoi ces différences sont significatives.

Nous sentions que ce qu'en disait la presse capitaliste (et même celle de gauche) n'était pas toute l'histoire, particulièrement dans le cas de l'U.C.S., et pour savoir ce qui se passait, nous sommes allés en ECOSSE. Il était important de rencontrer et de discuter avec des ouvriers qui prenaient part aux luttes et n'avaient pas d'autres intérêts dans la situation que leur état de travailleurs ; de sorte que nous avons pris soin de ne contacter que des ouvriers qui n'étaient ni shop-stewards, ni membres de partis politiques essayant de tirer profit de la situation. En conséquence, une bonne part de cet article n'est que la répétition de ce qui nous a été dit par des ouvriers qui savaient de quoi ils parlaient.

U.C.S. : la situation réelle

La presse a été remplie de titres et de commentaires au sujet de cette « expérience » de la démocratie ouvrière et l'arrière plan général du « work-in » a été exposé en long et en large, et nous ne nous proposons pas de discuter sur ce même terrain.

Un point auquel la presse n'a guère consacré ses colonnes concerne « la lettre de RIDLEY ». C'était un mémoire écrit en décembre 1969 par Nicolas RIDLEY (maintenant sous-secrétaire d'Etat

au ministère du Commerce et de l'Industrie) alors que les conservateurs étaient dans l'opposition. Dans cette lettre, il recommandait aux conservateurs, s'ils arrivaient au pouvoir, de « dépecer » (c'est son propre mot) les chantiers U.C.S. quelle que soit leur position financière à ce moment. Une des méthodes qu'il donnait explicitement était qu'il fallait réduire à tout prix le montant des salaires dans la construction navale, en imposant comme normes les taux les plus bas pratiqués dans les chantiers de LOWER CLYDE. En

clair, c'était une déclaration de guerre des classes sans équivoque. Ses intentions doivent rester présentes à l'esprit quand on examine les différentes « solutions » proposées de toutes parts.

Beaucoup de choses n'ont pas été rapportées qui pourraient montrer qu'il y a beaucoup d'interférences politiques plus ou moins insidieuses, et une utilisation habile des réactions ouvrières à des fins qui ne sont pas du tout conformes aux intérêts des ouvriers et qui, à long terme, peuvent seulement amener parmi eux, des divisions. Si nous considérons les impressions que nous avons retirées de tout ce qui s'est exprimé au sujet de la situation à U.C.S., tout ce que nous avons vu fut une fantastique démonstration de solidarité derrière le comité des shop-stewards, pour soutenir le « work-in ». Pourtant, comme nous le vîmes, il y avait encore dans les chantiers le même système dirigeant exerçant les mêmes fonctions dirigeantes sur la même force de travail

(officiellement réduite par les licenciements) tous étant également intéressés à terminer les bateaux en construction. Les navires ainsi construits amèneraient seulement un peu plus d'argent dans la poche du liquidateur avant que les chantiers ne ferment. Et tout cela apparemment avec l'approbation des ouvriers.

N'y avait-il pas réellement de désaccord significatif parmi les travailleurs de base ? Voyaient-ils réellement en ceci, parmi toutes les options qui s'offraient à eux, la meilleure manière de lutter ? La réponse brutale est NON. Mais parce que les ouvriers sont continuellement exhortés à l'UNITE derrière les shop-stewards, ils sont inhibés pour entreprendre des discussions intéressantes, ou bien entre eux, ou bien avec des gens venus de l'extérieur. Il a été difficile jusqu'à maintenant, bien que le mécontentement des ouvriers ait atteint des proportions massives, de se faire une idée exacte de ce qui s'est passé.

Derrière la scène :

La seconde journée de licenciements se termine le vendredi 3 septembre, et approche un total de 800. Quelques uns de ces ouvriers nous ont dit qu'il y eut en fait un mécontentement massif à la base, que l'opposition aux leaders s'accroît... A un meeting, avant le 3 septembre, le comité des shop-stewards fut battu lors d'un vote qui comprenait un grand nombre d'abstentions. Le vote intervint sur une de ces petites maladresses administratives qui se produisent toujours à la base, mais qui, par leur arbitraire, provoquent la colère des ouvriers. Un des ouvriers licenciés avait demandé, pour son propre compte, s'il pouvait chercher un autre travail, simplement parce qu'il ne lui était pas possible matériellement de continuer le « work-in » avec les paiements qui lui seraient faits par le fonds de grève. Il devait passer toute sa journée au travail pour toucher seulement une fraction de ce que touchaient ceux qui n'étaient pas licenciés. Le comité des shop-stewards voulait lui retenir deux heures de paie pour ses absences prises pour chercher du travail, ceci sur les trois demi-journées pendant lesquelles il avait travaillé depuis qu'il avait été licencié officiellement. C'était un exemple de la mesquinerie bureaucratique contre laquelle les ouvriers se dressaient.

Au même meeting, ceux de la tribune appelaient à une meilleure discipline de travail car les cadres se plaignaient de ce que les ouvriers licenciés ne fournissaient pas la quantité de travail requise (un cas qui ne descendit pas jusqu'à la base dans

un meeting de masse concernait un ouvrier licencié par le liquidateur, qui avait cherché un autre travail et qui fut « révoqué » par le comité des shop-stewards pour absentéisme. En fait cette décision fut annulée plus tard).

Il était clair que beaucoup d'ouvriers n'étaient pas d'accord avec la politique de payer ceux qui avaient été licenciés à l'aide du fonds de grève pour aider à la finition des navires pour le compte du liquidateur ; ils comprenaient que de demander à des ouvriers de travailler pour un salaire réduit séparerait les ouvriers licenciés des autres et serait une source constante de difficultés. Pourtant il était pratiquement impossible aux ouvriers d'exprimer leur désaccord. Les meetings étaient moins fréquents, parfois moins d'un par semaine ; et en conséquence, la plus grande partie du temps, était pris par les shop-stewards pour faire leurs rapports ; dans le temps très court qui restait, il était impossible à quiconque de se faire entendre au-delà de quelques personnes qui se trouvaient autour de lui et ceci surtout si c'était contre ce que prênaient les shop-stewards. Si ceux de la tribune reconnaissaient dans celui qui voulait parler un de leurs opposants, il était immédiatement dénoncé comme un élément perturbateur, essayant de briser « l'unité des ouvriers ».

Lors d'un meeting de masse, quelqu'un dans l'assemblée essaya de poser une question. Un des Stewards de la tribune brandit un exemplaire de

« I.S. CLYDEBANK BULLETIN » (1) en criant : « ce sont des briseurs de grève » et ainsi y amalgamant l'orateur de l'assemblée. Est-ce seulement une coïncidence si les licenciements parvinrent à inclure des ouvriers qui avaient émis des critiques contre les shop-stewards ? On aurait pu supposer que les licenciements n'interviendraient progressivement que pour les ouvriers des secteurs où la production était déjà terminée, mais cela ne paraît pas toujours avoir été le cas.

Pourquoi les dirigeants se comportaient-ils ainsi ? Probablement parce que leurs intérêts ne sont pas les mêmes que ceux de la majorité des ouvriers (ils le sont évidemment très rarement). Les ouvriers savent qu'à la fin, si la politique gouvernementale de chômage de masse réussit, peut-être 2 à 3.000 emplois seront supprimés. Quelques-uns parmi eux pensent que s'ils suivent la politique des shop-stewards qui consiste à continuer de travailler avec les cadres, ils auront une meilleure chance ne pas être plus tard parmi ceux qui seront licenciés. Et ainsi, ces appels à l'unité répandent en fait, le germe d'une division future parmi les ouvriers en jouant sur leur crainte présente, bien compréhensible.

Pourtant, les motifs de tout cela sont beaucoup plus profonds. AIRLIE et REID, les deux plus puissants membres du comité des shop-stewards sont bien connus pour être membres du Parti Communiste, bien que malgré cette appartenance, ils furent à la tête de l'agitation au début du work-in. D'après une source de confiance, nous avons su que les dirigeants du P.C. firent rapidement savoir à AIRLIE qu'il devait se modérer car il ne devait pas croire qu'il allait faire la révolution. Il devint bientôt apparent alors, qu'AIRLIE, REID et Compagnie, se mêlaient à toutes sortes de négociations et n'étaient pas, de toute évidence, à la tête d'une révolution. En fait, il devenait clair que le P.C., comme tous les autres partis, accepterait les suggestions pour résoudre les problèmes de l'U.C.S. si le nombre des licenciements (à l'origine de 6.000) pouvaient être réduits, de sorte qu'il puisse proclamer une « victoire partielle ». Au cours des événements on a su que le P.C. voyait dans REID (2) la tête future du district du P.C. pour l'ECOSSE (un poste qu'il a déjà occupé) et un futur député du

P.C. pour la région. Pour AIRLIE, il pourrait bien devenir un sérieux concurrent de Hugues SCANLON, à la tête de l'A.E.U. (3). Si ces buts pouvaient être atteints, cela serait un moyen de refaire flotter ici le drapeau du Parti Communiste, déclinant en GRANDE BRETAGNE.

Ces buts seraient liés de près au changement actuel dans la politique du P.C. et en relation avec le futur développement du journal MORNING STAR ; ceci demanderait un élargissement de la base de soutien du journal qui serait le porte parole de la gauche travailliste dans la politique de la « voie parlementaire vers le socialisme ».

New university rector

Mr James Reid, leader of Upper Clyde shop stewards and a Communist member of Clydebank town council, was elected Rector of Glasgow University yesterday.

TIMES • 26-10-71.

TRADUCTION

Un nouveau recteur à l'Université M. James Reid, chef des shop-stewards de Upper Clyde et membre communiste du conseil du district de la Clyde, a été élu Recteur de l'Université de Glasgow (Times 26-10-71).

NOTE : Un recteur, dans une université anglaise, n'a pas le même rôle que dans une université française. C'est un poste plutôt honorifique. Mais ça situe bien le personnage.

- (1) I.S. - International Socialist - courant trotskyste anglais se rapprochant de ce qu'est en France Lutte Ouvrière, mais en plus ouvert.
- (2) Reid est déjà conseiller municipal du P.C. et le plus grand espoir du P.C. dans la perspective d'élections au Parlement.
- (3) Un des plus puissants syndicats des Trade Unions.

Plessey :

La lutte à ALEXANDRIA n'a pas eu la publicité réservée à celle de l'U.C.S. ; aussi en parlerons-nous plus en détail. Nous y ajouterons ce que des ouvriers nous ont dit pour décrire la situation.

L'usine d'ALEXANDRIA, autrefois ARGYLE MO-

TOR FACTORY, puis NAVY TORPEDO FACTORY était utilisée pour produire des torpilles M.K. 24, le principal armement des chasseurs de sous-marins. En décembre 1969, en dépit d'assurances renouvelées un an plus tôt, que l'usine avait du travail jusqu'en 1972, le gouvernement décida que

le M.K. 24 était trop compliqué à produire, de sorte que la firme G.E.C. devait se voir confier une nouvelle conception de torpille. L'usine d'ALEXANDRIA employant 1.300 ouvriers devait fermer. En mars 1970, il fut annoncé que la firme PLESSEY devait reprendre l'usine, laquelle deviendrait un des principaux centres de ce groupe de l'électronique ; 500 ouvriers devaient y être employés à la fin de cette année, et quelques cadres devaient être transférés à DALKEITH. Au même moment, l'I.R.C. donna près de 3 millions de livres (1) à PLESSEY pour investir dans des machines outils à contrôle numérique. Il est très significatif que l'essentiel des machines de l'usine d'ALEXANDRIA soit de ce type. A la fin de juillet, il fut annoncé que la torpille M.K. 24 était la meilleure du monde. Tout paraissait s'améliorer et le travail était donc garanti. PLESSEY faisait une affaire aussi bien avec l'argent de l'I.R.C. qu'avec l'usine (un terrain de 23 acres (10 hectares environ) avec 400.000 pieds carrés d'usine (environ 36.000 m²) et pour plus d'un milliard de francs anciens de machines pour le prix de base de 640.000 livres (environ 1 milliard de francs anciens). En plus, comme le groupe PLESSEY prenait le contrôle de l'usine, il était annoncé que PLESSEY avait obtenu le contrat pour fabriquer la torpille M.K. 24.

Derrière tout cela pourtant, les choses n'étaient pas toutefois ce qu'elles paraissaient être. Les cadres de l'usine avaient des difficultés pour obtenir de nouveaux équipements, même pour remplacer des machines à écrire. Quelque temps plus tard, les machines commençaient à être transférées dans les autres usines de PLESSEY principalement au Sud de l'ANGLETERRE. Bientôt les ouvriers s'inquiétèrent à juste titre, car vers le milieu de mai 1971, PLESSEY annonça que l'atelier des machines serait fermé et 440 ouvriers licenciés. La section contrôle numérique devait être ouverte embauchant 250 ouvriers. Au début de juin, il fut annoncé que toute l'usine devait être fermée et le vendredi 3 septembre la direction licencia ce qui restait d'ouvriers. PLESSEY déclara qu'il avait décidé de fabriquer les torpilles à ILFORD (3), et à cause du manque de travail, qu'il devait fermer l'usine d'ALEXANDRIA. Les shop-stewards déclarèrent qu'ils avaient la preuve irréfutable que PLESSEY avait assez de contrats pour garantir le travail à l'usine pour une période indéfinie.

Les ouvriers d'ALEXANDRIA savaient que PLESSEY n'avait jamais eu l'intention de conserver l'usine bien longtemps, qu'il ne l'avait achetée que pour le profit qu'il retirerait du marché.

Occupation

Bien avant qu'ils ne soient licenciés, les ouvriers de PLESSEY s'étaient déjà remués : ils avaient envoyé des protestations à la direction et au ministère de la Défense. Ils s'étaient mis aussi en relation avec les ouvriers des autres usines de PLESSEY ; les shop-stewards de POOLE (2) et d'ILFORD avaient accepté de lancer le boycott des machines venues d'ALEXANDRIA. Dès qu'ils se surent licenciés, les ouvriers tinrent un meeting et décidèrent de ne pas quitter l'usine. Ils allèrent à la porte principale et firent à la direction qui s'en allait une conduite de circonstance ; ils s'enfermèrent dans l'usine et en gardèrent le contrôle.

Ils trouvèrent le soutien immédiat de tous les habitants de la ville et des autres ouvriers. Ce soutien allait de la nourriture, à l'argent, et au soutien moral. Des équipes de piquets furent or-

ganisées avec des rotations pour pouvoir dormir et manger. Le matin du dimanche suivant, un meeting de masse décida de continuer l'occupation et de contrôler le mouvement des hommes et des machines dans l'usine. Le principal objectif était de s'assurer que les machines nécessaires à la fabrication des torpilles à ILFORD ne quitteraient pas ALEXANDRIA.

Quand on demanda au secrétaire de district de l'A.E.F. (autre syndicat des Trade Unions), Mc KEE, quelle était la position du syndicat vis-à-vis de la grève, il déclara que le syndicat était derrière les ouvriers mais que rien ne pouvait être fait pendant le week-end pour confirmer officiellement ce soutien de la grève, car les bureaux du syndicat n'ouvraient que le lundi matin (il est bien étonnant que les dirigeants syndicaux aient attendu de mettre les pieds sous leur bureau le lundi pour décider de leurs positions)...

(1) L'I.R.C. est un organisme d'Etat chargé de distribuer des crédits d'investissement aux entreprises ; la somme allouée avoisine 4 milliards d'anciens francs.

(2) Petit port de la Manche au Sud de l'Angleterre.

(3) Banlieue du Nord-Est de Londres à 100 km de là

Le lundi matin, la grève marchait bien : presque tous les ouvriers de PLESSEY étaient dans l'usine. Dehors, près de 50 ouvriers des usines locales s'étaient relayés au piquet de grève, et chacun attendait pour congratuler la direction. Ce furent d'abord les quelques ouvriers employés par PLESSEY au démontage de l'usine qui durent faire demi-tour. On leur dit à la porte qu'ils pouvaient entrer et qu'on ne leur ferait rien pour autant qu'ils n'essaieraient pas de toucher aux machines, sinon ils seraient traités en ennemis. Ils s'en furent sous les quolibets des piquets. Quand les cadres arrivèrent là en voiture, on leur dit la même chose. Il y eut quelques incidents amusants. A un moment, une voiture avec 4 personnes s'arrêta à la porte. Le conducteur en descendit, s'engagea à ne pas toucher aux machines et retourna à sa voiture. Les portes restaient fermées. Il sortit de nouveau, retourna à la porte et dit : « eh bien ». La réponse fut : « vous avez accepté, mais les autres n'ont rien dit ». Et chacun des occupants de la voiture dut descendre et venir donner personnellement son accord ; ils entrèrent dans l'usine, sous les cris : « dis merci », de tous les ouvriers, les uns photographiant, les autres battant lentement des mains, les autres tambourinant sur le toit de la voiture. En tout, 12 à 15 cadres entrèrent. Plus tard vinrent les garçons préposés pour le thé, pour faire du thé

aux piquets : un bon signe de soutien. Chacun s'installa pour attendre, sachant qu'il se passerait du temps avant qu'il ne se produise quelque chose de sérieux.

Quelques jours plus tard, après un entretien avec la police, la direction informa les ouvriers qu'elle allait amener de l'extérieur des équipes d'entretien. Les ouvriers offrirent de faire cet entretien, mais ils furent éconduits. Il y eut aussi une entrevue entre la police et les ouvriers. Bien que ce ne soit pas prévu par la loi en ECOSSE, les ouvriers se virent affirmer que ce n'était pas légal d'interdire le libre accès de l'usine à ceux qui en avaient le droit, et que la police donnerait sa protection à la direction, aux cadres, et aux ouvriers de l'extérieur, si c'était nécessaire. De longues discussions eurent lieu entre les ouvriers pour décider comment faire face à ces menaces.

Plus récemment, il y eut une manifestation à ALEXANDRIA pour le soutien des ouvriers de PLESSEY, à laquelle participèrent 7.000 ouvriers. Parmi les manifestants, il y avait une délégation de l'usine d'ILFORD. La direction leur avait dit que les machines d'ALEXANDRIA étaient démodées, mais une petite visite à l'usine les convainquit que c'était un mensonge. Les ouvriers d'ILFORD dirent qu'ils allaient diffuser ce fait auprès des ouvriers et du comité shop-stewards d'ILFORD.

Avoir du Bon sens :

Le lundi 6 septembre, nous (c'est-à-dire Solidarity) avons distribué ce tract aux ouvriers de PLESSEY et de l'U.C.S. :

- « avoir du bon sens
- « U.C.S.-PLESSEY : un pas vers quoi ?
- « PLESSEY : sit-in
- « U.C.S. : work-in
- « PLESSEY : prendre les machines aux patrons
- « U.C.S. : faire tourner les machines pour les patrons
- « PLESSEY : démocratie ouvrière
- « U.C.S. : bureaucratie des shop-stewards.
- « qui contrôle à PLESSEY : les ouvriers
- « qui contrôle à U.C.S. : « il ne faut pas faire de vagues »
- « un gouvernement travailliste ou la nationalisation sont-ils une solution ? demandez aux mineurs, aux cheminots, aux ouvriers de l'acier.
- « les dirigeants syndicaux peuvent-ils mener une grève active ? Demandez aux postiers, aux électriciens, à ceux de PILKINGTON, aux éboueurs. (1)
- « TOUTS LES JOURS ET PAS A LA VOLONTE D'AIRLIE. Est-ce assez du meeting hebdomadaire ou bien devons-nous être consultés ?
- « les leaders sont-ils ceux capables d'avoir des idées et de décider de la politique et des tactiques ?
- « la base peut-elle mener une lutte sans les leaders ?
- « que peuvent faire les leaders sans la base ?

(1) Note d'I.C.O. : Voir le récit de ces différents mouvements dans les numéros d'I.C.O. des années 1970 et 1971.

« LA CLASSE DEVANT LES PROFITS

- « la coopération avec la direction nous apporte-t-elle un profit quelconque ?
- « la coopération avec les liquidateurs nous apporte-t-elle un profit quelconque ?
- « quel profit retirerons-nous de terminer les navires avec le fonds de grève ?
- « nous sommes dans cette situation à cause du profit.
- « est-ce les travailleurs qui doivent agir pour le sauver ? »

Reprenons les quatre comparaisons de ce tract :

1) Que les ouvriers restent unis sur leur lieu de travail est une chose très importante. Les ouvriers de PLESSEY voient que la meilleure forme d'action est d'occuper les lieux de travail et d'exercer un contrôle direct : une attaque évidente sur les droits de propriété des patrons. Ils sont ainsi réunis et peuvent discuter de leur situation, des méthodes qu'ils doivent continuer à utiliser et peuvent ainsi communiquer continuellement. Il n'y a pas dans ce cas de possibilité que des ouvriers ne soient pas au courant de ce que pensent et sentent leurs camarades.

Les ouvriers d'U.C.S. ne menacent pas pour le moment les droits de propriété de leurs patrons sur les chantiers où ils travaillent. Ils y viennent le matin et les quittent le soir ; les week-end, les chantiers sont déserts, les portes sont ouvertes et on peut s'y promener librement. Il n'est pas nécessaire d'y prévoir une présence des ouvriers, car ils n'ont aucun contrôle de leurs lieux de travail.

Cette différence se retrouve dans les rapports avec la police. A U.C.S., la police va et vient librement dans et hors des chantiers dans un landrover bien visible, et peut ouvertement se faire voir. Le work-in ne constitue pas une menace quelconque « à l'ordre et à la loi » (en d'autres termes, aux patrons, aux liquidateurs et au gouvernement). A PLESSEY, la police n'est pas visible, et elle bat froid. Elle a avisé direction et ouvriers, mais l'avis destiné aux ouvriers a pris figure d'avertissement qu'ils mettraient le paquet en cas d'affrontement direct.

2) Les ouvriers de PLESSEY tiennent les machines dont l'entreprise a besoin ; le seul équipement qui les intéressait en achetant l'usine. Les patrons ont besoin des machines, mais les ouvriers sont déterminés à ne leur en laisser l'utilisation que quand eux-mêmes auront décidé où et comment elles seront utilisées. Ils ont dit qu'ils ne voulaient pas que leur vie dépende de fabrication d'armes de guerre, mais la direction étant ce qu'elle est, les torpilles seront faites ailleurs et il n'y a pas de raison qu'elles ne soient pas faites à ALEXANDRIA, et qu'en même temps, cela leur donne du travail.

A U.C.S., les ouvriers continuent à construire des navires et à vivre des subsides tirés de la poche des autres ouvriers, ceci seulement pour amener plus d'argent dans la caisse du liquidateur. Cette forme d'action laisse les navires finis entre les mains des patrons. Leur propriété doit être encore reconnue comme telle et cela n'est même pas à l'avantage financier des ouvriers. Finalement, plus les navires s'achemineront vers leur achèvement, moins il restera d'ouvriers dont la présence sera nécessaire sur les chantiers, et moins il en restera donc pour faire pression sur le gouvernement si cela est nécessaire à ce moment.

3) Les ouvriers de PLESSEY font leur politique et prennent les décisions ensemble démocratiquement. Ces décisions sont prises avec tous ceux qui ont la même information et le même intérêt dans l'issue de la lutte. C'est un contraste frappant avec l'U.C.S. où, comme nous l'avons souligné, la véritable structure des meetings de masse est telle qu'elle inhibe toute formulation d'une opinion par les ouvriers qui sont simplement regardés comme des tampons en caoutchouc pour imprimer les décisions des shop-stewards. Les ouvriers U.C.S. comprennent de plus en plus quel rôle on leur fait jouer dans cette affaire, et en allant plus loin, ils peuvent faire pression sur leurs leaders pour prendre en main le contrôle de la lutte.

4) Pendant leur lutte à PLESSEY, les ouvriers ont modifié les méthodes habituelles des prises de décision, ce qui a transformé la manière dont leur vie de travail est organisée ; cela leur permet de faire face à la situation présente. A PLESSEY, il n'y a pas de différence entre ceux qui prennent les décisions et ceux qui les exécutent. A U.C.S., les mêmes structures anciennes de la direction restent en place pour contrôler le travail quotidien dans le « work-in », avec en plus, un dirigeant shop-steward qui l'appuie et qui essaie de maintenir les ouvriers toujours plus loin de la sphère où sont prises les décisions. En conclusion, il n'y a aucun changement dans les relations d'autorité qui sont en place depuis si longtemps...

Solidarité U.C.S.-Plessey :

Il est intéressant de regarder l'attitude des shop-stewards U.C.S. à l'égard de la lutte de PLESSEY. Quelques incidents sont particulièrement révélateurs.

Par exemple, à la manifestation massive de l'U.C.S. à GLASCOW, le mercredi 18 septembre, à laquelle prirent part 70.000 personnes, des ouvriers de PLESSEY, parmi d'autres, se joignirent au cortège. A un moment, ils s'assirent sur la chaussée et bloquèrent la rue. Immédiatement, les stewards de la marche firent la chaîne pour canaliser le reste des manifestants autour de ceux qui étaient assis et isolèrent ceux-ci en criant : « évitez ces fauteurs de troubles, c'est une marche disciplinée ». La police arriva et, voyant que les autres manifestants ne les soutenaient pas, fit déguerpir ceux qui étaient assis.

Quand la marche atteignit la place prévue pour le meeting, quelques ouvriers de PLESSEY essayèrent de planter leurs banderoles à côté de celles de l'U.C.S., bien en vue des caméras de TV pour donner quelque publicité à leur mouvement. Ce n'était pas à faire. AIRLIE se pencha et leur dit de partir. Comme ils insistaient, tout ce qu'ils obtinrent fut la menace d'appeler la police.

Le lundi 13 septembre, à un meeting à CHATHAM, ROSS, leader des shop-stewards des chaudronniers U.C.S. déclara qu'en dépit de leur situation meilleure, les ouvriers de PLESSEY n'avaient aucune chance de gagner (comme les ouvriers U.C.S.) car « ils n'avaient pas de direction ayant une perspective politique correcte »...

Quelques conclusions :

Que pensons-nous des arguments économiques au sujet de la rentabilité possible des chantiers U.C.S. contenue dans le rapport RIDLEY d'il y a deux ans ? Les chantiers ont-ils été délibérément sabotés entre décembre 1969 et la mise en faillite en juillet 1971 ? Par exemple, on nous dit que les commandes de plusieurs navires ont été délibérément refusées au cours des 9 derniers mois. Sur le papier, il y a beaucoup de projets pour « résoudre » le problème U.C.S. et il est difficile de se faire une idée de ce qu'il en adviendra. Ce qui est clair, c'est que la base a été incapable d'imposer ses propres idées, qu'on lui a seulement demandé d'entériner les recommandations du comité des shop-stewards. Le gouvernement a monté une société pour continuer les chantiers de GOVAN LINTHOUSE. Les directeurs ont maintenant rencontré les représentants des syndicats et les shop-stewards, d'où se dégage une base pour la discussion d'une solution de compromis.

Avant la formation de cette société, les stewards disaient qu'il n'y aurait pas de négociations basées sur l'éclatement des quatre chantiers ou sur une solution qui n'incluerait pas l'emploi de la totalité de la force de travail. Puis REID et AIRLIE nuancèrent leur position en y introduisant un nouveau terme baptisé « proposition cumulative »... REID était d'accord que ceci pouvait être interprété comme une opération impliquant des solutions distinctes pour les différents chantiers. Dans les négociations, les stewards changeront vraisemblablement leurs positions « pas de licenciement » vers une attitude plus souple comportant inévitablement des licenciements, c'est-à-dire un peu

moins que les 6.000 envisagés au début. Une telle solution de compromis permettrait à AIRLIE et REID de proclamer une « victoire partielle » et le gouvernement atteindrait en même temps son principal objectif. Ce n'est que si les choses devenaient trop brûlantes pour REID et AIRLIE, sous la pression de la base, qu'on verrait alors intervenir les chefs des Trade Union dans les négociations.

N'y a-t-il pas d'autre alternative que cette négociation par dessus la tête de la base ? Les ouvriers du rang ne sont pas des idiots et beaucoup se rendent compte de ce qui se passe. Peuvent-ils lutter contre la répression des leaders tels que REID et AIRLIE, qui s'ajoute à celle des dirigeants des Trade Union, qui s'ajoute à celle de la presse, de la T.V., de la radio, et à celle du gouvernement - Les ouvriers pris séparément ont des problèmes individuels différents, c'est-à-dire les circonstances familiales, l'âge, des projets pour leur emploi futur, etc... problèmes qui influent sur leurs actes. Quoiqu'ils décideront de faire, les ouvriers d'U.C.S. devraient pouvoir le faire en pleine connaissance de toutes les informations souhaitables. Le gouvernement n'ira pas faire de concession s'il n'y est pas contraint. Les ouvriers doivent assurément utiliser des méthodes qui frappent plus durement ceux qui détruisent ainsi leur communauté de vie.

Considérant les avantages du « work-in » le liquidateur les résumait ainsi. Alors qu'on lui parlait de la décision de work-in », il déclara : « eh bien, si ce qu'ils font est de travailler de la bonne manière, je n'ai pas à m'y opposer ».

Naturellement, il ne s'y opposera pas. Il sait que dans cette société le droit au travail signifie le droit à être exploité et certainement, il ne s'y oppose pas. Un journaliste cynique a commenté : « Concentrer toute leur frustration (1) et leur angoisse dans une volonté de travailler effectivement détourne leur énergie d'autres activités plus dangereuses ».

La situation à PLESSEY est différente. Les ouvriers gardent encore tout en mains et ils peuvent le garder aussi longtemps qu'ils ne seront pas isolés. Ils ont besoin du soutien des ouvriers des autres usines PLESSEY et de celles de toute leur communauté de vie. Ils ont besoin du soutien de tous les ouvriers... La lutte doit être étendue aux autres usines PLESSEY pour amener au maximum la pression sur les patrons.

Il y a un risque que si cela ne conduit pas à une victoire, les luttes du genre de celles qui sont en cours à U.C.S. et à PLESSEY, seront discréditées en tant que tactiques de lutte. Cela ne doit pas arriver. Quelle que soit l'issue de ces luttes particulières, ces tactiques (occupation, grève du zèle) sont plus que jamais nécessaires. La loi sur les relations industrielles (2) rend les formes de grèves traditionnelles moins efficaces dans beaucoup de situations. Dans ces deux cas, les ouvriers doivent faire face à la fermeture de l'usine. Mais les tactiques utilisées sont encore plus valables dans le cas d'usines restant en activités.

A un meeting de soutien à U.C.S., à CHATHAM, les représentants des shop-stewards de l'U.C.S. (membres du P.C.) déclarèrent : « aucun sit-in n'a jamais réussi ». Nous pouvons leur dire que dans beaucoup de cas au contraire, cela a réussi. Les ouvriers de l'automobile, FLINT aux U.S.A., de RENAULT, de FIAT, peuvent nous apprendre beaucoup au sujet de ces tactiques.

Nous pensons avec Solidarity, que les ouvriers peuvent avoir une opinion, faire des propositions et des critiques, s'ils ne se reposent pas sur les chefs quels qu'ils soient qui manipulent les meetings et arrangent tout pour empêcher la base d'exister. Ceci signifie prendre les choses en mains en formant ses propres organisations de base et en se rassemblant aussi souvent que nécessaire quand on est engagé directement dans la lutte.

Nous disons que les ouvriers eux-mêmes doivent décider de l'objectif de leur lutte et que le contrôle et l'organisation de ces luttes doit rester solidement entre leurs mains. Les formes de cette auto-organisation de la classe ouvrière peuvent être très variables suivant les pays et les industries. Son contenu de base est toujours le même.

Une action conséquente pour des révolutionnaires est tout ce qui accroît la confiance, l'autonomie, l'initiative, la participation, la solidarité, les tendances égalitaires et d'action de masse, et tout ce qui contribue à leur démystification.

Une action est stérile et nuisible si elle conduit à renforcer la passivité des masses, leur apathie, leur division hiérarchique, leur aliénation, laisse les autres agir pour eux, et les manipuler quel qu'en soit le degré, même par ceux qui prétendent « agir pour eux ».

Partout, les travailleurs peuvent maintenant agir sans abandonner tout à des leaders qui, au nom de l'UNITE prennent des décisions par dessus leurs têtes. A quoi sert alors de pleurnicher à la fin du jour : « nous avons été vendus ».

(1) Celle des ouvriers bien sûr.

(2) Nouvelle loi qui régleme strictement la grève, mise au point par les socialistes (travailleurs), votée par les conservateurs, dans le but d'endiguer le mouvement des grèves sauvages.

La brigade de la Colère

(Suite - voir ICO n° 110 . 111 - page 42)

Le fait marquant pendant le mois de novembre, après les deux explosions du week-end de la Toussaint et le luxe inouï de précautions qui a entouré le défilé de l'ouverture solennelle du Parlement par la Reine, a été le procès de Jake PRESCOTT et Jan PURDIE, inculpés d'avoir participé aux activités de la Brigade de la Colère (voir communiqué ci-dessous). A part cela, les éditeurs du mensuel OZ ont vu leurs peines rédui-

tes en appel et bénéficient du sursis (Richard NEVILLE n'est plus expulsé) ; mais la jurisprudence sur l'obscénité admet maintenant qu'un ensemble d'articles est condamnable si un seul l'est — le caractère général de la publication ne peut plus servir — littéralement — de cache-sexe. Enfin, le juge ARGYLE a révélé qu'il avait vécu le mois d'août (pendant la fin du procès) terré dans sa maison de campagne, les environs truffés

de flics en civil déguisés en jardiniers, passants, etc... Avec la nouvelle que des précautions militaires ont été prises pour le juge STEVENSON (voir ci-dessous), voilà qui en dit long sur la panique de l'Establishment et explique sans doute la sévérité du verdict... A part cela, deux rectifications sur l'article du n° 110-11 : le nombre des immigrés n'approche pas 4 mais 2 millions ; ensuite, l'auteur de l'article fait savoir qu'il n'a pas écrit, comme on le lui fait dire que « les journaux Underground ne sont plus exposés » (p. 49, 2e colonne). Les compagnies commerciales qui ont le quasi-monopole de la diffusion refusent effectivement de distribuer la plupart des publications Underground, mais elles se vendent toujours très ouvertement dans quelques lieux privilégiés. Ce qu'il fallait lire, c'est que « les journaux Underground sont plus exposés » (à la répression).

Le Spectre de la Conspiration Internationale Anarchiste se porte bien...

Après l'Italie avec l'affaire Pinelli-Valpreda, et l'Allemagne avec la bande à Baader, c'est au tour de l'Angleterre d'exhumer cet épouvantail poussiéreux. Là encore, la chasse aux sorcières, en l'occurrence la chasse à la « Brigade de la Colère », permet ou voudrait permettre d'oublier les malaises qui se multiplient et de faire passer des mesures d'exception.

Le 10 novembre, s'est ouvert à Londres ce que la presse a appelé aussitôt « le procès anarchiste ». Ian Donald Purdie, 24 ans, technicien cinématographe, et Jake Leonard Prescott, 26 ans, artisan-peintre, étaient tous deux inculpés de participation à une « conspiration » responsable, sous des appellations diverses — dont celle de la Brigade de la Colère — de 25 explosions en trois ans. Prescott était également inculpé d'avoir participé à l'attentat contre la maison de M. Robert Carr, le ministre du Travail, le 12 janvier 1971, et contre des bureaux du ministère du Travail, le 9 décembre 1970.

Il s'avéra bien vite que les seules « preuves » retenues contre Ian Purdie (*) étaient ses opinions anarchistes bien connues (et qui lui avaient valu six mois de prison pour avoir été arrêté à la fin d'une manifestation sur l'Irlande à Londres. la police l'ayant accusé d'avoir lancé un cocktail Molotov), et les rapports étroits qu'il entretenait avec Jake Prescott, qu'il avait connu en prison. Contre ce dernier, son écriture retrouvée sur des

enveloppes contenant des communiqués de la Brigade de la Colère, et surtout le témoignage de deux « moutons », à qui il aurait confié sa participation aux attentats. Ceci, alors qu'ayant lui-même une longue expérience de la vie de prison, il avait été en contact avec eux moins d'une semaine ! Il est vrai que le *Daily Mirror* (équivalent britannique de *Paris-Jour*) a offert le 14 janvier 1971 une prime de 10.000 livres sterling pour toute information aboutissant à la condamnation de l'un des responsables de l'attentat contre Robert Carr...

Enfin, sans pour autant s'abaisser à apporter des preuves matérielles, la police s'étendait complaisamment sur la découverte d'un « arsenal » dans un appartement du quartier de Stoke Newington, dans le Nord de Londres, où furent arrêtées six personnes les 21 et 22 août. Inculpés d'avoir trempé dans la même conspiration, les « six de Stoke Newington » (Jim Greenfield, John Barker, Chris Bott, Stuart Christie, Anna Mendleson et Hilary Creek) ne seront jugés qu'en janvier 1972, ce qui permettait à l'accusation d'éviter toute expertise ou interrogatoire sur cet aspect de l'affaire.

Le 30 novembre 1971, le jury rendait son verdict. Ian Purdie était reconnu innocent du chef de « conspiration ». Il était acquitté, mais une affaire de chèques, où il figure comme co-accusé avec quatre des « six », permet de le maintenir en état d'arrestation. Jake Prescott était reconnu innocent des chefs de participation aux attentats contre Robert Carr et le ministère du Travail — ce qui revenait à rejeter les témoignages des deux moutons — mais coupable du chef de conspiration. Le 1er décembre, le juge Melford Stevenson, déclarant qu'il ne doutait pas qu'il « était l'instrument de personnages plus sinistres, et probablement plus intelligents », le condamnait à quinze ans de prison ferme.

Le maximum de peine prévu par la loi est de vingt ans ; or, après avoir connu Ian Purdie, présenté comme son mauvais génie, Jake Prescott n'avait guère été en liberté que cinq mois sur les trois ans qu'aurait duré la fameuse « conspiration » — du 17 septembre 1970 au 13 février 1971. Il est vrai que si Ian sort de milieux relativement aisés et a été élevé dans une école privée, Jake, écossais comme lui, est issu d'une famille de mineurs, a été élevé à l'Assistance Publique, et a commencé dans la vie par l'éducation surveillée et la maison de correction. Fuyant d'abord dans la délinquance à la petite semaine, c'est lors d'un de ses nombreux séjours en prison qu'il fera connaissance avec Ian — et avec l'anarchisme, la politique. C'est peut-être ce qui explique en partie la férocité de la sentence...

(*) Arrêté le 6 mars.